

## Wauquiez, roitelet en sa région: la hache et le spectacle

PAR LUCIE DELAPORTE  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 12 OCTOBRE 2017



Laurent Wauquiez à l'Hôtel de Région. © Site du conseil régional

Autoritarisme, clientélisme et beaucoup de communication pour rien... La gestion de Laurent Wauquiez à la tête de la Région Auvergne-Rhône-Alpes révèle un président obnubilé par son destin national et sans véritable projet. Il est grand favori pour la présidence des Républicains.

« *Le pari que l'on fait tous, c'est de changer la France par le bas* », déclarait avec emphase Laurent Wauquiez, en pleine campagne pour prendre la tête de la Région Auvergne-Rhône-Alpes en 2015. Depuis un an et demi, celui qui part favori pour la présidence des Républicains est à la tête d'un mastodonte, de près de 7 millions d'habitants, doté d'un budget de plus de trois milliards d'euros. Il a voulu en faire le laboratoire de sa droite dure, après une décennie de gestion socialiste. « Préférence régionale », rigueur budgétaire, retour des « valeurs » : la collectivité où travaillent près de 9 000 agents doit être la vitrine politique qu'il mettra en avant, le moment venu, quand il sera temps d'affronter Emmanuel Macron en 2022.

À peine élu, Laurent Wauquiez a envoyé des messages clairs, voire caricaturaux, à son électorat, utilisant chaque niveau de compétence régional, des transports aux lycées en passant par la formation professionnelle, pour annoncer la couleur. Sa marque : « surpolitiser » les dossiers les plus anodins, créer du clivage, idéologiser la moindre subvention.

Héritant d'une Région endettée – elles le sont toutes – Laurent Wauquiez s'est fixé l'objectif de réduire drastiquement les dépenses pour parvenir à 300

millions d'économies sur cinq ans. Pour cela, l'ancien porte-parole du gouvernement sous Nicolas Sarkozy a d'emblée défendu « *un budget de rupture* ». « *Cela veut dire que pour la première fois en dix ans, la Région va faire des économies sur son fonctionnement et que cet argent, nous allons le rendre aux habitants de notre région* », expliquait Laurent Wauquiez.

Lors d'un discours inaugural adressé aux agents juste après son élection, l'ancien maire du Puy-en-Velay a précisé ses intentions : fini les lourdeurs bureaucratiques, l'exécutif s'attachera à réduire toutes les strates inutiles pour plus d'efficacité. Et donnera l'exemple en baissant de 10 % les indemnités des conseillers régionaux. La Région pourrait, grâce aux économies réalisées, investir dans les secteurs du numérique, de la santé, des lycées, de l'enseignement supérieur... « *Beaucoup d'agents ont été séduits par ce premier discours* », admet le secrétaire général de l'UNSA à la Région, Christian Darpheuille, qui reconnaît que « *ces dernières années, la Région ronronnait un peu* ».



Laurent Wauquiez en 2016 © Reuters

Pour bien marquer la « rupture » avec l'ère de Jean-Jack Queyranne, Laurent Wauquiez a commencé par couper les vivres à un secteur associatif jugé par nature « de gauche ». Des dizaines d'associations ont ainsi vu, du jour au lendemain, leurs subventions s'effondrer, certaines étant même contraintes de mettre la clé sous la porte. Pour le collectif Vent d'Assos, qui s'est monté l'an dernier pour dénoncer cette politique, c'est près d'un millier d'emplois qui ont disparu dans le secteur associatif depuis un an et demi.

Celui qui n'a cessé de railler « *les écolos-bobos* » pendant sa campagne a particulièrement ciblé les associations environnementales. La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (Frapna) a

vu par exemple sa subvention diminuer de moitié alors que la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (Criirad) était contrainte de lancer un appel aux dons pour poursuivre son activité. « *Les enjeux sont de plus en plus importants, nous sommes de plus en plus sollicités et nous n'arrivons plus à répondre aux demandes* », regrette Élise Ladevèze, coordinatrice du réseau Graine, très actif dans l'éducation à l'environnement et qui a découvert que ses subsides régionaux étaient réduits des deux tiers en 2016.

Comme une provocation, Laurent Wauquiez a accordé, dans le même temps, 3 millions d'euros à la Fédération régionale de chasse en septembre 2016, lui confiant même la charge de « *l'éducation à l'environnement* ». Un signal politique de « rupture », plein d'arrière-pensées électoralistes, les chasseurs étant près de 120 000 en Auvergne-Rhône-Alpes. « *Toutes les aides aux structures soutenant l'agriculture paysanne et la filière bio ont été transférées aux chambres départementales d'agriculture qui sont aux mains de la FNSEA* », soupire la conseillère régionale et secrétaire nationale du Parti de gauche Corinne Morel Darleux, élue du Rassemblement citoyen, écologiste et solidaire (RCES).

Le secteur culturel a été lui aussi mis à la diète. Avec des choix, là encore, très marqués. Laurent Wauquiez, qui a défilé en tête des cortèges de la Manif pour tous et revendique sa proximité avec Sens commun, a coupé les financements de plusieurs festivals de films LGBT, comme le festival Face à face à Saint-Étienne, le festival du film gay et lesbien de Grenoble ou le festival queer de l'association Écrans mixtes à Lyon. Celui qui a installé une crèche géante dans l'hôtel de région, **jugée illégale par le Tribunal administratif de Lyon**, a aussi multiplié les signes vers l'électorat catholique traditionaliste. Les Centres d'information sur les droits des femmes (CIDFF) qui faisaient entre autres la promotion du Pass' contraception, et dont l'enveloppe a baissé de 70 % entre 2015 et 2016, ont été contraints de licencier et ont fermé leur centre en Isère. Les subventions attribuées au Planning familial

se sont effondrées. La Région a décidé – du jamais vu – d'accorder 120 millions d'euros aux lycées privés, la plupart catholiques.

Celui qui n'a de cesse de célébrer les « *racines chrétiennes* » de la France est aussi brusquement revenu sur l'engagement pris par son prédécesseur de participer au financement d'un centre culturel musulman à Lyon, un projet porté par Kamel Kabtane, le pourtant très consensuel recteur de la Grande Mosquée de Lyon.

À l'étroit dans son exécutif régional, Laurent Wauquiez n'aime rien tant que mordre sur le terrain régional. En matière sécuritaire, si la Région a en réalité peu de compétences, il a multiplié les annonces. Parfois sans lendemain. Il avait ainsi promis que la Région, qui a en charge les lycées, équiperait les quelque trois cents établissements de portiques pour lutter contre « la délinquance » et « le terrorisme ». Avant de devoir rétropédaler devant le coût, mais aussi parce que ni la communauté éducative ni les parents d'élèves n'étaient demandeurs de ce dispositif qui semblait créer plus de problèmes qu'il n'en résolvait. Il a aussi promis d'équiper 100 % des TER de vidéosurveillance d'ici la fin de son mandat. L'ancien maire du Puy-en-Velay a également décidé, pour rassurer les voyageurs, la gratuité des transports pour les forces de l'ordre. Une opération qui coûte 500 000 euros par an à la Région. « *Nous avons intérêt à ce qu'un maximum de policiers et de gendarmes empruntent nos TER (...) Dorénavant, il faudra savoir qu'un passager dans un train pourra être un policier et qu'il pourra avoir son arme de service.* »

En matière de lutte contre le chômage, Laurent Wauquiez, qui a massivement sabré dans la formation professionnelle et les associations d'insertion, a bien senti le potentiel politique et médiatique qu'il pourrait tirer d'un bras de fer avec l'État autour de la « clause Molière ». Pour défendre l'emploi local, il a fait sienne cette mesure initiée par la ville d'Angoulême et qui impose la maîtrise du français sur les chantiers publics. Sous l'œil des caméras, Laurent Wauquiez a donc chargé cinq agents d'aller vérifier la bonne pratique du français sur les chantiers de la Région. Alors que le

préfet rappelait le caractère illégal d'une telle mesure, Wauquiez, en grand communicant, a voulu une fois de plus aller au bras de fer accusant l'État de se retrancher « *derrière le juridisme* » pour masquer « *son inaction* ». À la Région, les agents avec qui nous avons pu nous entretenir y voient pourtant une sinistre farce. « *Il a mis des casquettes à des gus pour faire sa "brigade la langue"* », soupire un agent du conseil régional qui assure que la plupart, en profond désaccord, « *font le service minimum* ».

C'est d'ailleurs l'un des défis de celui qui a, déjà, les yeux rivés sur 2022. Pour mettre en œuvre tambour battant sa politique, Laurent Wauquiez a estimé qu'il fallait mettre au pas son administration. Quitte à lui tordre le bras. Le grand chambardement qu'a été la fusion des deux Régions en 2015 a permis de rebattre les organigrammes et pour l'exécutif, l'occasion de placer ses hommes. « *La réorganisation des services est en train d'être terminée, l'entourage de Wauquiez a filtré les profils internes en fonction de leur sensibilité politique* », assure un agent corroborant plusieurs témoignages en ce sens.

### Des agents envoyés aux « oubliettes de la Région »

« *Quand Laurent Wauquiez est arrivé, il a considéré que tous les gens qui avaient été embauchés sous Queyranne n'étaient pas de confiance* », affirme Christian Darpheuille (UNSA), qui n'hésite pas à parler de « *chasse aux sorcières* ». « *Certains cadres syndiqués ne retrouvent pas de postes alors qu'ils ont toujours fait preuve de neutralité dans leur travail. Mais bizarrement, ils ne remplissent jamais les conditions pour le poste.* » Dans le bâtiment Eolis, à côté de l'hôtel de région, sont « envoyés » ceux à qui l'on ne donne pas grand-chose à faire, explique un agent. « *Ce sont les oubliettes de la Région* », s'amuse Viviane Huber (CFDT). « *Le meilleur moyen d'écartier des agents est de les mettre dans des placards* », beaucoup ont d'ailleurs choisi des'éloigner de l'exécutif régional, raconte un employé qui témoigne de nombreux cas de souffrance.

Les syndicats décrivent un climat social étouffant, avec des postes vacants, liés à la fusion des deux Régions, sur lesquels les agents doivent repostuler, mais sans trop savoir ce qu'ils vont devenir. Une enquête vient d'être demandée par le CHSCT pour faire un état des lieux de la santé et de la sécurité des agents.

Dès son entrée en fonction, Laurent Wauquiez a tenu à mettre les points sur les « i » avec les organisations syndicales en refusant de les rencontrer pendant près d'un an. « *Il nie tout simplement les organisations syndicales. Il a ignoré toutes nos demandes de rendez-vous* », raconte Élisabeth Le Gac, secrétaire de l'Union régionale CFDT.



Laurent Wauquiez à l'Hôtel de Région. © Site du conseil régional

Une étrange atmosphère règne en tout cas à l'hôtel de région. Deux agents qui avaient donné leur accord pour nous rencontrer et évoquer le climat social ont finalement annulé leur rendez-vous au dernier moment. L'un d'eux, contacté à sa demande par la messagerie d'un membre de sa famille, n'a plus jamais retourné nos appels. « *Tout le monde se sent surveillé* », reconnaît Christian Darpheuille.

L'épisode du 9 février 2017 a aussi laissé des traces. Rassemblés à l'appel des syndicats dans le hall de l'hôtel de région, les agents protestataires ont eu la surprise de se voir photographiés par différents « directeurs ». « *J'étais à côté d'un policier des RT (ex-RG) qui rigolait en me disant : "Eh ben, ils prennent plus de photos que nous !"* » se souvient Christian Darpheuille. Dans ce contexte un peu particulier, et alors que plusieurs articles de la presse locale, notamment ceux d'*Acteurs de l'économie - La Tribune*, ont fortement déplu à Wauquiez, une récente formation sur la sécurité de l'intranet, qui précisait

bien les sanctions en cas d'introduction de clé USB extérieure, a été interprétée comme une manière de dissuader toute fuite, en particulier vers la presse.

Signe du malaise, le directeur général des services (DGS), Guillaume Boudy, que Laurent Wauquiez était allé chercher pour ses compétences en matière de fusion des organisations, a jeté l'éponge au bout d'un an et demi. « *Laurent Wauquiez a eu à cœur de tuer tous les corps intermédiaires pour pouvoir exercer un contrôle direct sur tout* », affirme Jean-François Debat, président du groupe PS à la Région, également maire de Bourg-en-Bresse.

Dans les couloirs de l'hôtel de région, on l'appelle « *la cellule Sitbon* ». « *C'est une équipe d'une dizaine de personnes qui travaillent directement pour le compte de Laurent Wauquiez et qui ne figurent pas dans l'organigramme du cabinet* », nous explique un cadre régional pour qui « *cette jeune garde très politique veille à ce que l'argent arrive bien là où il doit arriver* ». À leur tête, Ange Sitbon, grand spécialiste de la carte électorale qui a officié pendant près de dix ans à l'UMP puis aux Républicains. Comme l'a récemment raconté **Mediacités dans un long portrait consacré à cette éminence grise**, Ange Sitbon a bien un droit de regard sur tous les dossiers de la Région. « *Tous les dossiers sont passés au filtrage politique de cette équipe* », confirme un cadre régional qui ne souhaite pas être cité.

Les structures collégiales chargées d'étudier les dossiers ayant été supprimées, et en l'absence de tout critère, c'est l'arbitraire le plus complet qui règne. « *Sa justification permanente consiste à expliquer qu'il simplifie et fait de l'aide directe pour faire des économies de fonctionnement. C'est un discours qui passe très bien, la plupart des gens ne sachant pas vraiment comment tout cela fonctionne* », déplore Corinne Morel Darleux. Peu porté sur les délibérations internes, Laurent Wauquiez ne cesse de court-circuiter les procédures qu'il n'a pas réussi à supprimer. « *Il annonce souvent à la presse des mesures qui n'ont pas encore été votées* », constate l'élue RCES.

Depuis la réorganisation à la hache des services, des « *référénts territoriaux* », tous LR, sont chargés de faire remonter les demandes des territoires. « *Tous les dossiers de subventions sont analysés à travers le prisme électoral. Et curieusement les montants et les volumes avec les communautés de communes amies s'envolent. De cette ampleur, là c'est du jamais vu* », indique ce spécialiste des finances à la Région. Les agents retrouvent sur leur dossier des Post-it leur indiquant si le dossier est accepté ou refusé, et le montant éventuel des sommes à verser. Sans plus d'explication.

Pour Étienne Blanc, le vice-président en charge des finances, tout cela relèverait d'« *un fantasme du Parti socialiste* », explique-t-il. « *Comment voulez-vous qu'avec un budget de presque 4 milliards d'euros, M. Sitbon suive tous les dossiers ? Et puis à droite, nous ne sommes pas vraiment spécialistes des cellules. Ce sont plutôt les communistes, non ?* » s'amuse-t-il.

Sur le fond, il revendique la « *mise en place d'un système d'attribution des subventions beaucoup plus souple, moins complexe* ». « *Avant pour distribuer un euro à une communauté de communes, il fallait dépenser un euro en procédures. Nous, notre seul critère, c'est faire de l'investissement, on ne veut plus dépenser en fonctionnement. Avant, pour sauver des canards, la Région créait des postes pour réfléchir à comment sauver les canards en finançant des études, des fonctionnaires, des comités Théodule* », ironise Étienne Blanc qui rappelle que la Région a réalisé 130 millions d'économie de fonctionnement.

Sauf que le **rapport** du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER), consacré au compte administratif 2016, montre une tout autre réalité. L'essentiel des 130 millions d'économies réalisées par la Région s'est fait, non pas par les coupes dans les services généraux, mais sur la formation professionnelle qui a perdu 45 millions d'euros. Une baisse « *sans explication, alors que ce secteur est essentiel en période de faible conjoncture économique et de crise en matière d'emploi* », note sévèrement le CESER. Pour parvenir à tenir son objectif, Wauquiez a aussi coupé dans les

dépenses de transports (moins 29 millions d'euros), l'action économique et même l'aménagement du territoire.

L'examen précis de la manière dont sont distribués les subsides régionaux montre par ailleurs un clientélisme généralisé, facilité par la suppression des instances collégiales. Les cadeaux faits au Puy-en-Velay, la ville dont Laurent Wauquiez a été maire de 2008 à 2016, commencent sur ce point à faire tousser. « *Il pleut des euros au Puy* », raille Jean-François Debat. 582 320 euros pour la mise en lumière audiovisuelle des monuments du Puy-en-Velay, 1,5 million d'euros sur cinq ans pour combler **le déficit de la ligne aérienne Le Puy-Paris**, 100 000 euros pour la création d'un parcours d'accro-branche, 117 500 euros pour accueillir le Tour de France ou encore 25 000 euros pour financer le salaire d'un professeur de chant pour la maîtrise de la cathédrale du Puy... Selon un décompte réalisé par le groupe RCES, une ville comme Saint-Égrève, à peu près le même nombre d'habitants que Le Puy-en-Velay, touche 1,81 euro quand la ville du Puy perçoit 52,91 euros.

### **Manipulations budgétaires et pirouettes comptables**

Les amis politiques de Wauquiez ne sont pas en reste. Dans un secteur culturel mis au pain sec, le festival Jazz à Vienne a vu sa subvention multipliée par deux. Il faut dire que le président du festival Thierry Kovacs n'est autre que le maire LR de la ville.

Jérôme Moroge, le président de la commission politique de la ville, a de son côté fait passer au printemps une coquette subvention, 250 000 euros, à une école privée hors contrat, « Espérance banlieue », proche des catholiques intégristes située à Pierre-Bénite, une commune dont il est maire. En pleine campagne pour les législatives, ce candidat a sans doute jugé bon de rappeler à ses administrés qui tenait les cordons de la bourse.

Le cas de Gilles Chabert est devenu très embarrassant pour la Région. Le président de la commission Montagne, directement rattaché à Laurent Wauquiez, n'a depuis son arrivée cessé de **mélanger ses casquettes** pour faire attribuer une myriade de

subventions à des structures qu'il a dirigées ou dirige encore. Les centaines de milliers d'euros de subventions reçues par la Compagnie des Alpes dont il était jusqu'à février 2017 administrateur sèment aussi le trouble. Le 17 novembre 2016, il fait ainsi attribuer 20 000 euros à l'association Montanea, alors qu'il est membre du bureau de l'association. En session plénière, il n'hésite pas à intervenir en tant que « *président du syndicat national des moniteurs de ski* » pour appeler à voter pour le « plan Montagne » des millions d'euros dévolus à l'enneigement artificiel. Outre l'aberration écologique d'un tel plan, le mélange des genres a conduit l'élue RCES Corinne Morel Darleux à saisir le procureur. Depuis, une enquête préliminaire a été ouverte pour « *prise illégale d'intérêt* » par le parquet de Lyon.

Et que dire des 50 000 euros attribués à l'UNI, la très droitnière organisation étudiante ? Un montant sans commune mesure avec ce que n'a jamais touché aucune organisation étudiante de la région. « *Ils ont organisé un forum des métiers pour orienter les jeunes vers l'emploi, cela correspond à un vrai service* », justifie Étienne Blanc, le vice-président en charge des finances. Du côté de l'Unef, on pointe le rôle militant de l'UNI lors de la campagne pour l'élection de Wauquiez à la tête de la Région. « *C'est un remerciement pour tout ce qu'ils ont fait pour le faire élire* », estime Majdi Chaarana, président de l'Unef Lyon. Une chose est sûre : Alexis Camus, le

responsable fédéral de l'UNI, fait ces jours-ci une campagne active avec les Jeunes Républicains pour l'élection de Wauquiez à la présidence LR.



Compte Twitter d'Alexis Camus.

Dans le monde de l'entreprise, Laurent Wauquiez a aussi ses amis. Le contrat de 340 000 euros reconductibles passé avec Facebook ne laisse pas d'intriguer. Comme **l'a révélé en juillet Lyon Capitale**, le contrat passé avec la firme américaine pour diffuser des offres d'emplois de la Région s'est fait sans aucun appel d'offres. L'argument invoqué était qu'aucune autre entreprise n'était capable d'assurer ce service, ce qui a fait bondir les acteurs du secteur qui ont rappelé les discours de Laurent Wauquiez sur la préférence régionale. Ils soulignent aussi la présence de Laurent Solly, directeur de Facebook France et qui a dirigé la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, aux côtés de Laurent Wauquiez lors du lancement de l'opération « *Boostez votre entreprise avec Facebook* ».

Plus généralement, certains décrivent un président obnubilé par son destin national, sans aucun véritable projet pour la Région. En disciple de Nicolas Sarkozy, dont il a théorisé (*lire ici*) la communication, Laurent Wauquiez affectionne les grandes annonces avec des chiffres qui frappent les esprits et des formules qui claquent : « *plan ruralité* », « *plan patrimoine* », « *plan Marshall* »... Les millions, voire les milliards promis, s'accumulent depuis un an et demi.

La dernière annonce en date est presque un cas d'école de la méthode Wauquiez. « Le plan Marshall pour les lycées » promet en effet un investissement d'un milliard et demi d'euros pour les lycées de la région pour la période 2016-2021. « *Un plan d'une ampleur inédite* », se gargarisait l'ancien député de Haute-

Loire. L'opposition rappelle que depuis un an et demi la plupart des rénovations de lycées décidées sous la précédente mandature ont été bloquées. « *C'est un tiers du mandat qui a été perdu dans ces gesticulations !* » peste Jean-François Debat, président du groupe socialiste à la Région.

Surtout, selon un avis du CESER qu'a pu consulter Mediapart, l'imposant chiffre annoncé sur cinq ans s'inscrit en réalité dans la continuité des investissements des dernières années. Qui plus est, compte tenu du boom démographique de la population lycéenne en Auvergne-Rhône-Alpes, le CESER note que « *la dépense moyenne par élève va avoir tendance à globalement diminuer* ». On est donc loin du plan Marshall... Le CESER s'agace une fois de plus que ne lui ait été remis qu'un rapport « *succinct, partiellement chiffré* ». Lors de la dernière assemblée plénière, où ce plan devait être discuté, les élus se sont aperçus que la seule somme précisément fléchée était de sept millions d'euros.

En matière de politique de la ville, Laurent Wauquiez a aussi voulu marquer la rupture. En baissant d'un tiers sa contribution aux plans de l'ANRU (Agence nationale pour la rénovation urbaine) – soit moins 47 millions –, il a créé son propre label « PUR » (Projet urbain région). Avec un objectif : distribuer comme il l'entend l'argent de la Région et arrêter de financer la rénovation des quartiers comme ceux de Vaulx-en-Velin ou de Vénissieux dont les habitants votent à gauche ou ne votent pas. Résultat : les « PUR » ont pour l'instant concerné des villes telles que Roanne, Vichy ou Voiron, trois villes dirigées par la droite et pas vraiment les plus exposées à la ghettoïsation.

Concernant la ruralité, pour laquelle – une fois de plus – Laurent Wauquiez a annoncé un grand « plan », difficile de discerner un quelconque projet d'ensemble. La Région, au gré de sa proximité avec les élus, saupoudre des moyens sans aucune cohérence. Selon les documents que nous avons pu consulter, c'est par exemple « *l'électrification des cloches et pose de pare-tulles à l'église* » qu'elle finance à Jaleyrac

dans le Cantal, « la réfection de la sacristie » à Deux-Verges, « la réfection de la salle polyvalente » à Velzic.

Le vice-président de la Région, Étienne Blanc, revendique cette politique du guichet : « Aujourd'hui, les budgets des départements sont asphyxiés notamment par la distribution de l'aide sociale. Il manque à la France une collectivité pour soutenir ces projets. Nous pensons que la Région peut faire ce travail-là et nous disons donc aux maires : venez avec votre projet et on le finance. »

« Il y a deux méthodes, poursuit Étienne Blanc. Il y a la méthode impériale où l'on décide à l'hôtel de région ce qui est bien et qu'on impose ensuite à tout le monde : c'est la vision Queyranne, communiste, où tout est décidé dans un cénacle régional. Nous, on pense que la France respire par ses élus locaux et qu'ils sont les mieux placés pour savoir ce dont ils ont vraiment besoin. »

La grande promesse de Laurent Wauquiez consistant à augmenter massivement les investissements grâce aux économies de fonctionnement réalisées a-t-elle été honorée ? La hausse de l'investissement de 152 millions d'euros réalisée, dont l'exécutif affirme qu'il a concerné « le numérique, l'économie, l'enseignement supérieur, la recherche et l'insertion », ne correspond en réalité qu'à deux opérations comptables qu'il est difficile de faire

passer pour de l'investissement, comme le note le CESER. N'ayant en réalité lancé aucun grand projet dans lequel investir, Laurent Wauquiez a, pour tenir son engagement, fait passer pour de l'investissement un rachat de crédit-bail avec Dexia concernant du matériel roulant qui n'avait, selon le CESER, que peu d'utilité économique. Qu'importe, l'opération a coûté 82 millions d'euros à la Région, auxquels Wauquiez ajoute les 47 millions d'augmentation des fonds européens. Au bout du compte, « dès lors que l'on retrace ces deux pirouettes comptables, note cruellement le rapport du CESER, l'investissement n'a augmenté que « de 3 % ».

Beaucoup de bruit pour presque rien, donc. Mais Wauquiez, qui s'apprête à prendre la tête de LR dans un combat sans réel adversaire, et passe de moins en moins de temps à la Région, fait le pari que ces ennuyeuses réalités d'arrière-boutique n'intéresseront personne. Seule la vitrine compte.

### Boîte noire

Cette enquête a été menée à Lyon et à Paris au cours des dernières semaines. Plusieurs agents rencontrés nous ont réclamé l'anonymat.

Laurent Wauquiez n'a pas souhaité nous répondre mais nous avons pu avoir un long entretien avec son premier vice-président Étienne Blanc.

**Directeur de la publication :** Edwy Plenel

**Directeur éditorial :** François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel :** contact@mediapart.fr

**Téléphone :** + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie :** + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur :** la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.